« Les idéologies inégalitaires finissent toujours par être remplacées. L'histoire le montre », a prévenu Thomas Piketty.
Photo DNA/Cédric JOUBERT

…ésidentialise la propriété

…vendu à 2,5 millions d'exemplaires, vient d'en publier la suite. Ce livre-enquête de 1 200 pages intitulé *Capital et idéologie* (Seuil) est encore tout frais car sorti en librairie jeudi dernier. « Il s'agit d'une histoire économique, sociale et politique des régimes inégalitaires », a précisé l'auteur avant d'en dérouler de manière très académique, projection de graphiques à l'appui (*), les quatre parties qui le composent.

La thèse qui parcourt l'ensemble du livre est annoncée dès l'introduction : le fondement des inégalités sociales n'est pas économique ou technologique mais idéologique et politique. De la « sacralisation de la propriété » jusque-là considérée comme « devenant les meilleures alliées de l'hyper-capitalisme », en passant par la fin de l'esclavage et l'invention de la progressivité de l'impôt sur le revenu, son livre démontre comment les inégalités n'ont cessé de se creuser en France et dans les pays occidentaux jusqu'à nos jours.

« Héritage pour tous »

« La remontée des inégalités depuis les années 1980 est liée aux conséquences de la chute du communisme et de l'échec du stalinisme », a-t-il notamment rappelé. Et d'interpeller « ceux qui aujourd'hui croient aux discours sur les premiers de cordée » : « Les très riches ne dynamisent en rien la croissance ! »

L'économiste, qui veut en finir avec les inégalités et plaide pour le « socialisme participatif », appelle à débattre « pour envisager le système suivant ». C'est ce qu'il fait dans la dernière partie de son livre où il énonce plusieurs propositions pour « dépasser le capitalisme et la sacralisation de la propriété privée ».

Certaines se basent sur « des choses qui existent déjà dans d'autres et qui marchent » comme la cogestion à l'allemande ou la moitié des voix dans les conseils d'administration pour aux représentants élus du personnel ». La progressivité fiscale à l'anglo-saxonne, les rémunérations garanties à l'allemande, le plafonnement des droits de vote des actionnaires etc. D'autres idées sont inédites comme celle d'un « héritage pour tous », qui prendrait la forme d'une dotation de 120 000 euros à chaque jeune Français pour ses 25 ans, ou encore d'un impôt progressif sur la propriété qui pourrait monter, dit-il, jusqu'à 90 % pour ceux ayant accédé à 10 000 fois le patrimoine moyen, soit plus de 2 milliards d'euros.

Xavier THIERRY

(*) Les graphiques et tableaux présentés par Thomas Piketty lors de sa présentation sont consultables en ligne : www.piketty.pse.ens.fr/ideologie

SOCIAL Strasbourg et Colmar

Les agents des finances dans la rue

Dans le cadre d'une journée d'action nationale, les agents des Finances publiques du Bas et du Haut-Rhin ont manifesté lundi contre la réorganisation programmée de leur administration. Plusieurs centres des impôts ont gardé leurs portes closes.

La manifestation organisée à Strasbourg a rassemblé 150 agents grévistes.
Photo DNA/Cédric JOUBERT

Les agents de la Direction générale des Finances publiques (DGFiP) ont organisé hier une première journée nationale d'action contre le projet de réorganisation de leur administration annoncé le 6 juin dernier par le ministre de l'Action et des comptes publics Gérald Darmanin. Dans le Bas-Rhin, plus d'un agent sur deux (52,5 % sur un total de 1 400 salariés) a suivi l'appel à la grève. Une mobilisation qui a entraîné la fermeture de 31 sites sur les 35 relevant de la DGFiP, dont les trésoreries de Strasbourg et de Schiltigheim.

En Alsace, deux manifestations ont également ponctué ce mouvement social.

À Colmar, un rassemblement a réuni une cinquantaine d'agents, lundi en fin de matinée, devant leur direction départementale. Dans le Haut-Rhin, où 51 % des personnels ont fait grève, la réorganisation projetée doit se traduire, selon l'intersyndicale, par la suppression des quatorze trésoreries, de trois services d'impôts des particuliers et de deux services d'impôts des entreprises.

À Strasbourg, près de 150 agents en grève, généralement habillés de noir, se sont rassemblés en matinée place de la République au pied de l'immeuble de la direction régionale et départementale des Finances publiques avant de défiler à travers le centre-ville au rythme des sifflets et autres bâtons frappés sur des casseroles. Revenue au point de départ la manifestation s'est achevée peu avant midi par un concert de huées donné sous la fenêtre du bureau de la directrice régionale.

Selon l'intersyndicale bas-rhinoise Solidaires FO-CGT-CFDT-CFTC, le projet ministériel prévoit, pendant les trois ans à venir, de fermer la totalité des 22 trésoreries du département hors Strasbourg pour les remplacer par trois services de gestion comptable. Ne devraient par ailleurs rester que quatre services des impôts des particuliers sur neuf, trois services des impôts des entreprises sur sept, tandis que l'ensemble des services fonciers seraient regroupés à Molsheim.

« Les personnels concernés, dont les conditions de travail se sont par ailleurs dégradées ces dernières années, devront faire des déplacements plus longs et certains devront également changer de métier », prévient José Pereira, secrétaire du syndicat FO DGFiP 67. « Cette réforme constitue également un repli du service public républicain. Elle va pénaliser les usagers, notamment les plus fragilisés, qui ne trouveront plus de réponse à proximité de chez eux et devront se déplacer plus loin », ajoute-t-il.

Concertation jusqu'au 30 septembre

Pour accompagner le redéploiement, l'administration fiscale a promis l'ouverture de nouveaux points d'accueil de proximité dans les Maisons de services au public (DNA du 14 juin 2019). « Ce sont des leurres car ils n'assureront qu'une permanence ponctuelle et l'interlocuteur sera un agent de la collectivité d'accueil ou un service civique. Ils pourront aider ceux qui ont du mal à créer ou à accéder à leur espace personnel en ligne mais ne pourront répondre, le cas échéant, à des questions précises », estime Christine Helstroffer, secrétaire de Solidaires Finances Publiques 67.

Engagée début juin, la concertation entre l'administration et les élus locaux sur la réorganisation doit s'achever le 30 septembre dans les départements : « On espère que ce délai soit prolongé et qu'on repousse la mise en œuvre de la réorganisation. Il faut une vraie réflexion sur la présence de l'État sur les territoires », ont souligné les porte-parole de l'intersyndicale bas-rhinoise qui appellent à poursuivre le mouvement. Pour cela, un pique-nique revendicatif est annoncé ce vendredi place de la République à Strasbourg en attendant l'organisation d'actions locales ultérieures.

X.T. avec V.I.

ECO
T DU STYLE À VIVRE 100% LOCAL
Style Bohème
i SUR www.offredeco.fr
dépositaire OFFRE DÉCO, contactez-nous : Fabienne TAFANI - 03 88 21 56 68
DECO #87
Bohème
ENCORE DISPONIBLE DANS NOS 300 POINTS DE DÉPÔT
DNA Créateurs de Magazines